

Berlin et Ankara s'opposent sur l'Iran

mercredi 31 mars 2010, par [Guillaume Perrier](#)

Istanbul Correspondance

L'Iran est venu s'ajouter à la longue liste de sujets de désaccords entre la chancelière allemande Angela Merkel et son hôte turc, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, lundi 29 mars, à Ankara.

Au cours de sa visite en Turquie, M^{me} Merkel a renouvelé son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, préférant l'option d'un partenariat privilégié. Mais elle a également réaffirmé son souhait d'un durcissement des sanctions internationales contre l'Iran, accusé de développer des ambitions nucléaires. « Si Téhéran échoue à prendre une mesure claire, nous déciderons de sanctions. L'Allemagne serait très heureuse si la Turquie votait avec les Etats-Unis et l'Union européenne sur la question de l'Iran en avril », a-t-elle déclaré au cours de sa conférence de presse avec M. Erdogan.

La chancelière faisait allusion au sommet international sur la sécurité nucléaire, qui se tiendra le mois prochain dans la capitale américaine. Avancée par Washington et soutenue par Londres, Paris et Berlin, l'idée d'un renforcement des sanctions contre l'Iran n'est pas accueillie très favorablement par la Russie et la Chine. La Turquie, membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, se montre, elle aussi, réticente. Une proposition de nouvelle résolution a été déposée à l'ONU le 3 mars par les Etats-Unis.

« Un pays ami » pour Ankara

La position turque est « très différente, a répondu M. Erdogan. Imposer des sanctions n'est pas un moyen sain de trouver une issue. La meilleure solution est la diplomatie ». La Turquie s'oppose à un isolement de l'Iran, son voisin oriental, avec lequel elle a rétabli d'importants liens stratégiques. Les deux pays ont développé ces derniers mois leur coopération économique et surtout énergétique. L'Iran est le deuxième partenaire énergétique de la Turquie, derrière la Russie, a précisé M. Erdogan.

Ankara étudie aussi la possibilité de conclure un investissement de 4 milliards d'euros dans l'exploitation du gaz naturel iranien. Et les échanges de politesse ont été nombreux entre les dirigeants des deux pays. Le chef du gouvernement turc a récemment qualifié l'Iran de « pays ami ».

Selon Suat Kiniklioglu, député de l'AKP (Parti de la justice et du développement), les diplomates turcs s'agitent en coulisse pour tenter d'infléchir la position iranienne et de parvenir à un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M. Erdogan a voulu minimiser la portée de nouvelles sanctions contre le manque de transparence du programme nucléaire iranien, estimant qu'elles avaient été inefficaces jusqu'à aujourd'hui. « D'autres pays possèdent déjà l'arme nucléaire mais ne font pas l'objet de sanctions », a-t-il expliqué, faisant allusion à Israël.

Washington attend des « suggestions » de la Chine

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton a dit, lundi 29 mars, s'attendre à des « suggestions » de la part de la Chine dans le débat entre grandes puissances sur d'éventuelles sanctions contre l'Iran en raison de son programme nucléaire. Dans les prochaines semaines, « la Chine va être impliquée, elle fera ses suggestions », a-t-elle déclaré, en marge de la réunion des ministres des affaires étrangères du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie) près d'Ottawa. Le G8 devait débattre du dossier iranien, mardi.

Sources

Source : Le Monde du 31.03.10